

faire VIVRE
le dÉBaT



Organisée tous les trois ans, la Convention est un temps fort de la vie démocratique du mouvement laïque. Un constat clair : le religieux revient en force.

Là était le point de départ de cette Convention 2025 sur le thème de la sécularisation: questionner la modernité des religions au regard de ce qui nous paraît comme la boussole fondamentale: les droits et libertés fondamentales. Ce questionnement n'a bien entendu aucune vocation anti-religieuse. Le mouvement laïque défend fermement la liberté de conscience qui inclut la liberté de croire, de ne pas croire ou de changer de conviction.

Trois grandes orientations ont été proposées pour les années à venir : résister, proposer, (se) renforcer.

Poursuivre la résistance en 2026

Résister, ou plus exactement, poursuivre la résistance. Plus que jamais ces temps nous obligent. Songeons aux visites domiciliaires, aux attaques contre la liberté d'association, au sort réservé à l'enseignement officiel, aux manquements graves à l'État de droit, à la politique migratoire qui criminalise les migrants, à la politique sociale qui désigne l'allocataire social comme fraudeur compulsif...Le mouvement laïque s'honore de défendre les valeurs de liberté, d'égalité et de solidarité qui sont les siennes.



DROITS HUMAINS ET DEMOCRATIE

IDENTITE-S

Les démocraties à la croisée des chemins

par Thomas Gillet

Nos démocraties actuelles sont traversées violemment par les insécurités : physiques, affectives, financières, climatiques et environnementales mais aussi identitaires. Ces insécurités constituent le moteur du conservatisme face aux changements et aux progrès sociétaux. Elles nourrissent les replis sur soi, le rejet de l'altérité mais sont aussi la cause ou la conséquence de bien des discriminations.

Pour protéger nos sociétés de la menace des extrémismes et des injonctions à la pureté qui pèsent sur elles, il nous faut repenser urgemment le concept d'identité dans sa complexité philosophique et politique. Ceci en nous ancrant dans une perspective résolument démocratique et laïque : celle de l'exercice égal et effectif des libertés fondamentales garanti par un État impartial.



Thomas Gillet

Président du Centre d'Action Laïque

est philosophe et éthicien issu de l'Université libre de Bruxelles (ULB). Maître-assistant en philosophie à la Haute École de Bruxelles-Brabant (HE2B) et collaborateur scientifique au Centre interdisciplinaire d'étude des religions et de la laïcité de l'ULB (CIERL), il forme notamment les futurs enseignants à la neutralité ainsi qu'à la philosophie et la citoyenneté.



Combattre la criminalité, une urgence démocratique

par Michel Claise



Plusieurs phénomènes impactent notre société mondiale. Alors que certains pays dont le nôtre se revendiquent d'être démocratiques.

N'est-il pas temps de se réveiller en faisant le triste constat que ces valeurs sont chamboulées par des phénomènes qui dépassent les gouvernements.

Guerres, conséquences la crise de 2008 et du Covid, cybercriminalité, dérèglement climatique, terrorisme, prise de possession de l'économie par les organisations criminelles et impérities des gouvernants qui ignorent ces phénomènes et contournent les mesures qui devraient être prises d'urgence.



Michel Claise

Avocat puis juge d'instruction renommé en matière financière,

Michel Claise est aujourd'hui retraité. Romancier, il est aussi l'auteur d'une dizaine de livres ou d'essais.

Nuance : en sommes-nous encore capables ?

par Julien Lecomte



Alors que le débat public semble de plus en plus binaire et manichéen, chacun doit choisir son camp, « pour » ou « contre », à la moindre polémique. Pour Julien Lecomte, la nuance ne consiste pas à dissoudre la révolte dans une posture réflexive qui finirait par paralyser l'action : elle est au contraire un outil indispensable au dialogue constructif dans l'action collective. La nuance

pousse à s'interroger sur soi, sur la pensée elle-même. Julien Lecomte lance un appel humble et intelligent au débat pour vraiment changer les choses.



Julien Lecomte

est titulaire d'un master et de l'agrégation en information et communication, formateur à l'Université de Paix asbl à Namur et auteur de Médias : influence, pouvoir et fiabilité et Nuance ! La puissance du dialogue. Il porte une très grande attention aux phénomènes sociaux et culturels ainsi qu'à la philosophie en général.

Pacifisme en temps de remilitarisation

Éléments d'histoire des mouvements de la paix en Belgique et remilitarisation dans les écoles en Belgique et en France

par l'Institut d'histoire ouvrière, économique et sociale



Cette conférence se compose en deux parties : la première explore « l'histoire des mouvements pour la paix en Belgique » ; la seconde porte sur la remilitarisation à l'école.

Alors que les discours guerriers se banalisent et que la remilitarisation s'installe à nouveau dans nos sociétés, il est utile – voire nécessaire – de se pencher sur une histoire souvent méconnue : celle des luttes pour la paix. Depuis le XIX^e siècle, alors même que la Belgique s'inscrit dans des alliances militaires et que son industrie de l'armement est reconnue à l'international, des femmes et des hommes se sont engagé-es pour la paix :

quelles formes ont pris leurs engagements pour bâtir la paix, dénoncer la guerre, agir par la non-violence ? Et que nous dit cette histoire aujourd'hui pour nourrir nos résistances ?

La remilitarisation à l'école : un tournant silencieux ? Depuis des décennies les notions de pacification, de bienveillance, d'ouverture aux autres se sont installées dans l'enseignement, en Belgique en particulier. Aujourd'hui, elles ne semblent pas dévalorisées, mais elles doivent coexister avec des réalités qui semblaient autrefois bien éloignées du sanctuaire scolaire : défense, protection, initiation aux techniques militaires... Ces nouvelles perspectives sont souvent inconnues du grand public. **Mais faut-il croire que les discours pacifistes cèdent la place à une progressive remilitarisation même au sein de nos écoles ?**



Par Dawinka Laureys

Historienne, coordinatrice en éducation permanente à l'IHOES

Anne-Martine Henkens

Romaniste, bénévole à l'IHOES, auteure de plusieurs publications sur le pacifisme

Les empires contre-attaquent, défendre le socle laïque

par François Finck

L'agression russe généralisée contre l'Ukraine est un réveil brutal pour les sociétés européennes qui pensaient en avoir fini avec la guerre. Depuis, l'élection de Donald Trump a encore changé la donne. Des deux côtés, l'Europe est explicitement prise pour cible. Dans le même temps, les démocraties européennes sont fragilisées par la montée de l'extrême-droite.

Nous constatons aussi, dans de nombreuses régions du monde, l'installation de régimes autoritaires. Cette tendance au repli sur soi, au nationalisme et au fondamentalisme religieux menace les droits humains, droits que nous, laïques, considérons comme inviolables. Face à ces défis, il est urgent de mener une réflexion sur la manière dont on doit défendre les valeurs laïques, dans un nouveau (dés)ordre international qui chamboule nos repères.



François Finck

est responsable du plaidoyer pour les affaires européennes et internationales au Centre d'Action Laïque

« Migration, droits humains et démocratie » par Sibylle Gioe

Dans un régime démocratique, tous les droits humains s'appliquent à toute personne, quelle que soit sa nationalité. Et pourtant, en Belgique, en Europe et dans le monde, cette commune humanité est niée pour les personnes qui ne présentent pas le bon bout de papier avec la bonne nationalité.

Parents arrachés à leurs enfants, doubles peines sans procès équitable, enfermement sans mandat d'arrêt, procédures discriminatoires, absurdes et arbitraires, demandeurs et demandeuses d'asile à la rue, administrations récalcitrantes et



méprisant les décisions de justice et l'État de droit : cela est-il justifiable dans un régime démocratique ?

Sibylle Gioe illustrera ce paradoxe à partir de trois exemples brillamment étayés par son expérience de terrain, à savoir la politique du non-accueil des demandeurs d'asile en Belgique, la régularisation « arbitraire » des sans-papiers et la politique européenne, Sibylle Gioe démontre que les droits fondamentaux sont amoindris structurellement pour les étrangers. Ces mécanismes doivent nous alerter sur l'état de nos démocraties, en Belgique, mais aussi au niveau européen.v



Sibylle Gioe

est avocate au barreau de Liège-Huy et
Présidente de la Ligue des droits humains.

LUTTE CONTRE LES PRÉCARITÉS

« Le droit au logement : à quelles conditions ? » par Christine Mahy

Cette conférence-débat aborde le logement sous différentes facettes :

- L'éradication du sans-abrisme est possible... si on le prévient, et si on garantit une sortie rapide de la rue !
- Logement et transition climatique : un duo gagnant pour lutter contre les inégalités si les bonnes options sont prises !
- Le logement et l'aménagement du territoire, un outil redoutable de prévention naturelle... si il est de qualité, bien localisé et non-appauvrissant.



« Le droit à l'alimentation » par Christine Mahy

Retrouver son autonomie alimentaire pour les citoyens se heurte à la réalité de laisser reposer le droit à l'alimentation sur l'aide alimentaire. Cette conférence se propose d'aborder des questions telles que : Comment agir pour que les producteurs de qualité évitent la pauvreté ET pour que les personnes puissent accéder à cette alimentation de qualité ?

Les repas de qualité et gratuits, ou à bas prix dans les collectivités... c'est possible, si cette option politique est choisie et organisée.



Christine Mahy

est secrétaire générale et politique du Réseau Wallon de lutte contre la pauvreté

LUTTE CONTRE LES EXTRÉMISMES

« Extrême droite et démocratie » par François Debras

De plus en plus de partis d'extrême droite européens se revendiquent comme démocratiques. Pour se désigner comme représentants du peuple, ils n'hésitent pas aujourd'hui à écarter leurs membres les plus violents et ils veillent à respecter à la lettre les procédures électorales. Liberté d'expression, laïcité, référendum, souveraineté populaire... Autant de valeurs, autant de principes qui jettent la confusion dans un débat censé opposer la démocratie à l'extrême droite. Entre opposition et récupération, quels sont donc les liens qu'entretiennent les partis d'extrême droite avec la démocratie ?

« Les jeunes face à l'extrémisme : représentations, défis et opportunités » par François Debras

Les discours extrémistes circulent massivement via les réseaux sociaux. Les jeunes, utilisateurs sont confrontés de plus en plus tôt à ces contenus. Dès lors, plusieurs questions se posent : arrivent-ils à les identifier ? Comment se positionnent-ils par rapport à ces discours ? Comment réagissent-ils ? Et quelle suite leur donnent-ils ?

« Fake news – Désinformation : un enjeu démocratique » par François Debras

François Debras propose une immersion dans le monde de la désinformation afin d'y découvrir les formes qu'elle peut prendre, ses impacts sur la société et le vivre ensemble ainsi que les multiples techniques de manipulation utilisées pour propager des nouvelles intentionnellement mensongères. Il partage également des techniques et des outils pour les détecter et lutter contre elles, en suggérant des actions individuelles et collectives que tout le monde peut mettre en place.



François Debras

est professeur associé au sein du « Centre d'Études Démocratie » de la Faculté de Droit, de Science politique et de Criminologie de l'Université de Liège.

« La démocratie à l'épreuve de l'extrême droite : état des lieux, enjeux et perspectives »

par Benjamin Biard

Alors que l'extrême droite n'est pas un phénomène nouveau, elle est plus que jamais au cœur de nombreuses préoccupations. Pour cause, elle connaît un nouvel essor et parvient à se rapprocher des lieux de pouvoir dans de nombreux pays en Europe.

Comment atteint-elle le pouvoir ? Peut-on vraiment parler de « normalisation » ? Quelle est son influence ?

Comment se porte-t-elle en Belgique en 2026 ?



Dr Benjamin Biard

est Chargé de recherche au CRISP (Centre de recherche et d'information socio-politiques)

« L'antifascisme aujourd'hui »

par Julien Dohet



L'antifascisme fait aujourd'hui régulièrement la une de l'actualité suscitant nombre de questions.

Depuis un siècle il lutte sans relâche contre les mouvements d'extrême droite et leurs idées.

Le mouvement antifasciste, pluriel dans sa composition et ses modes d'actions, porte aussi un projet de société solidaire à l'opposé de la société inégalitaire prônée par l'extrême droite. Il est par ailleurs un des principaux éléments d'explication de « l'exception wallonne » que constitue l'absence d'élus d'extrême droite.



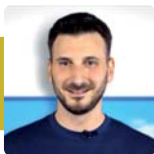
Julien Dohet

est secrétaire politique du SETCa-FGTB de Liège et trésorier de l'Institut d'histoire ouvrière, économique et sociale (IHOES)

JUSTICE CLIMATIQUE ET SOCIALE

« Le réchauffement climatique : une approche scientifique » par Sébastien Doutreloup

Après quelques rappels des notions de base du réchauffement climatique, Sébastien Doutreloup, climatologue, docteur en sciences et maître de conférences au département de géographie de l'ULiège, nous expliquera pourquoi nous sommes en urgence climatique et quelles sont les conséquences du réchauffement climatique qui affectent et affecteront directement notre pays maintenant et dans un futur proche. Il terminera sa présentation avec quelques pistes de solutions qu'il faut mettre en œuvre tout de suite afin d'atténuer le réchauffement ainsi que pour rendre nos territoires et nos sociétés plus résilients face aux conséquences du réchauffement.



Sébastien Doutreloup

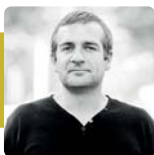
est Docteur en sciences, Master en Sciences géographiques (orientation climatologie) et administrateur de l'Association Internationale de Climatologie,



« Fin du monde, fin du mois, même combat ! » par Arnaud Zacharie

La crise énergétique s'ajoute au changement climatique pour faire de la résolution des problèmes de fin du monde et de fin du mois un défi plus urgent que jamais. D'une part, les conséquences de la pandémie de Covid-19 et de la guerre en Ukraine ont rendu le coût du chauffage, de l'électricité et du carburant impayable pour les ménages vulnérables. D'autre part, l'intensification des catastrophes climatiques affecte en particulier les plus pauvres qui n'ont pas les moyens de s'adapter et peuvent craindre de devoir assumer une part démesurée du coût social de la transition énergétique. L'insécurité sociale se double

d'une injustice climatique susceptible d'exacerber la défiance envers les responsables politiques et d'alimenter la crise démocratique. C'est pourquoi la transition écologique doit reposer sur un nouveau pacte social fondé sur la justice fiscale, afin de mobiliser les ressources publiques nécessaires pour à la fois soutenir les investissements verts et financer la protection sociale des plus vulnérables. À cette aune, la polycrise mondiale actuelle offre une opportunité historique de réconcilier les enjeux de fin du monde et de fin du mois.



Arnaud Zacharie

est secrétaire général du Centre national de coopération au développement (CNCD-11.11.11).



VIOLENCES CONJUGALES

Violences conjugales, de l'intime au politique par Jean-Louis Simoens

Les violences conjugales sont unanimement condamnées. Et pourtant, elles restent largement impensées.

On les réduit à des disputes privées ou à des pertes de contrôle, alors qu'elles relèvent d'un processus de domination structuré, d'un système de contrôle coercitif fait d'isolement, d'emprise, de peur et de dépossession progressive de soi.

Ce qui se joue dans l'intime dépasse le couple.

Ces violences interrogent nos normes sociales, nos institutions et nos choix politiques. L'intime devient alors profondément politique.

Cette conférence propose de changer de regard : comprendre les mécanismes plutôt que les seuls faits, pour faire de la lutte contre les violences conjugales une responsabilité collective.



Jean-Louis Simoens

est directeur du Pôle de ressources spécialisées en Violences conjugales et intrafamiliales, et Coordinateur de la ligne « Ecoute Violences conjugales » (0800 300 30), qui offre un soutien crucial et des ressources aux victimes de violences intraconjugales.,



ENSEIGNEMENT

L'EVRAS, après la polémique, quel bilan ? par Lionel Rubin

Alors que des animations en éducation à la sexualité sont une réalité en Belgique depuis 50 ans, l'année scolaire 2022-2023 a été le théâtre d'une panique morale au sujet de l'EVRAS. Depuis, cette polémique est retombée et les écoles ont pu travailler à la mise en œuvre de la généralisation de l'EVRAS au sein de leurs établissements. Mais comment en sommes-nous arrivés là ? Quelle est la réalité sur le terrain ? Et quel sont réellement le contenu et les objectifs de l'EVRAS ? Ces questions nécessitent de mettre en perspective une politique de santé publique, destinée avant tout à protéger nos enfants contre le sexisme et toute forme de violence dans leur vie affective, sexuelle et relationnelle.



Le cours de philosophie et citoyenneté, une urgence absolue par Lionel Rubin

Face aux enjeux fondamentaux de la défiance démocratique, de la montée de l'extrême droite, du réchauffement climatique, de l'intelligence artificielle ou encore des violences sexistes, fournir à tous les élèves les outils pour développer leur esprit critique, leur questionnement philosophique et leur citoyenneté est une nécessité pour eux mais aussi pour notre démocratie.

La lutte contre les théories de post-vérité exige de traiter les informations avec un regard critique, et de pratiquer la décentration, c'est-à-dire la mise en perspective et l'interrogation de nos certitudes. Ces savoir-faire ne sont pas innés. Ils doivent être appris, mis en pratique, exercés, et le cours de philosophie et citoyenneté est le seul endroit qui garantit à tous les enfants francophones de bénéficier de manière équitable de cet apprentissage. À cet égard, deux heures de philosophie et citoyenneté, c'est un minimum. Mais quels sont les freins à la mise en place effective de ce cours ? En quoi ce cours répond-t-il aux enjeux actuels ? Ce sont ces questions que nous vous invitons à aborder, entre réflexion et philosophie.

Un enseignement public, neutre, unique et gratuit pour plus d'égalité. par Lionel Rubin

Notre paysage scolaire est le résultat de nombreux compromis qui ont permis, en leur temps, de mettre un terme aux guerres scolaires. Force est de constater que son architecture actuelle n'est plus tenable et ne répond pas aux défis qui se posent en matière de formation citoyenne. Qu'est-ce qui justifie l'existence de plusieurs réseaux ? Pourquoi l'enseignement de FWB est l'un des plus inégalitaires de l'OCDE ? Pourquoi tant de difficultés à mettre en place un vrai cours de philosophie et citoyenneté ? Comment garantir la gratuité de l'enseignement comme l'exige notre Constitution ? Ces différents points d'attention invitent à penser l'enseignement public pour tendre vers plus d'égalité.



Lionel Rubin

est directeur adjoint de la Cellule Étude et Stratégie du CAL

COHÉSION SOCIALE

Exclusion numérique : Quels défis pour la cohésion sociale ?

par Lucie Barridez

En 2023, le baromètre de la Fondation Roi Baudoin, démontre que près de 40% des Belges âgés de 16 à 74 ans sont en situation de vulnérabilité numérique. Les raisons principales concernent la digitalisation à marche forcée de notre société et le manque d'accompagnement auprès des publics fragilisés. Ceci n'est pas sans conséquences sur les combats portés par le mouvement laïque en termes de lutte contre les inégalités en faveur de la cohésion sociale. Venez discuter avec nous des enjeux liés à la problématique de l'exclusion numérique et à la façon dont le mouvement laïque peut être vecteur de solutions !

IVG

IVG en Belgique : un combat d'actualité pour le droit à la santé des femmes

par Lucie Barridez

Non, la Belgique n'a pas une législation progressiste concernant l'interruption volontaire de grossesse ! Si l'IVG en Belgique a été partiellement dépénalisée en 1990, le combat pour l'accès à l'avortement et sa reconnaissance comme un droit à part entière reste toujours d'actualité. En effet, des freins idéologiques, ainsi que des stratégies politiques, empêchent toute avancée, entravant ainsi le droit à la santé des femmes. Le mouvement laïque joue quant à lui un rôle clé dans la lutte pour le droit à l'avortement. Venez découvrir les enjeux de l'accès à l'IVG en Belgique, à travers l'histoire du combat laïque en faveur de ce droit !



Lucie Barridez

est Chargée de Missions à la Cellule Étude et Stratégie du CAL

SÉCULARISATION

La religion catholique, une idéologie inégalitaire. par Anne-Joëlle Philippart

Quand l'infériorité des femmes devient structurante et le plan divin intouchable.

Le patriarcat a été le système dominant de l'organisation des sociétés humaines pendant des siècles. Il le reste encore aujourd'hui dans beaucoup de pays. Les grandes religions sont apparues dans ce type d'organisation sociétale. Ces religions ont donc été pensées, théorisées, organisées et gouvernées par et en fonction des hommes. Aucune n'est favorable aux femmes (ONU, Conseil économique et social, 2002) et chacune produit des règles souvent très similaires, qui entravent leur bien-être, leur liberté, leur égalité d'accès à l'émancipation et à l'auto-détermination.

La religion catholique ne fait pas exception à cette règle. Les femmes n'y jouissent pas du même type d'humanité que les hommes.

Cette conférence va retracer les grandes étapes du catholicisme et démontrer que son droit canon, ses décisions, ses prises de position, sa théologie ont, au cours des siècles non seulement nui aux femmes mais, de plus, ont freiné et entravé les évolutions sociétales en leur faveur. Aujourd'hui, le nonaccès des femmes à la prêtrise n'est que la résultante d'une idéologie basée sur l'inégale humanité.

Anne-Joëlle Philippart

Anne-joelle a fait des études de gestion à l'université de Liège (Master et AESS) et à l'université de Louvain (DEA). Elle vient de prendre sa retraite après une carrière mixte passée d'abord dans la finance internationale à Bruxelles puis à l'université de Liège.



Après s'être intéressée aux études de genre, elle a été interpellée par les liens qu'il était possible de faire entre les discours de l'Église sur les femmes et les résultats des études de genre. Depuis quelques années, elle donne des conférences pour partager ses recherches sur la Bible, les textes officiels de l'Église, ses dogmes, sa théologie et leur contexte historique.

Le service Relations avec les associations reste à votre disposition pour la recherche d'outils et d'intervenant.e.s sur toute thématique d'intérêt pour le mouvement laïque.

N'hésitez pas à nous contacter pour faire vivre le débat dans votre association



associations@calliege.be

Ces activités sont proposées par le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège à ces associations membres dans le cadre d'un partenariat.

Dans ce contexte, le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège s'engage :

- à réaliser les invitations et les affiches destinées à promouvoir l'activité ;
- à assurer les contacts préparatoires entre les personnes ressources et l'association organisatrice ;
- à assumer, le cas échéant, les défraitements des personnes ressources en tout ou en partie ;
- assumer la rédaction de la convention de co-valorisation de l'activité en Education permanente.

L'association co-organisatrice du module s'engage :

- à mettre à disposition des locaux adaptés à l'activité
- à désigner une personne chargée des contacts entre l'association et le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège, mais également avec le conférencier ou la conférencière. Cette personne veillant notamment au bon accueil de la personne ressource, à sa présentation auprès du public et à la modération du débat
- assurer la promotion de l'activité en assurant la diffusion et l'expédition des différents supports transmis ainsi que la mobilisation du public local.



**En tant qu'association
membre du CAL
Province de Liège,**

vous pouvez bénéficier
de ces animations
gratuitement. N'hésitez
pas à nous contacter afin
de programmer ensemble
une activité.



Télécharger la brochure complète en
scannant le QR code



Libres, ensemble!

RESTEZ INFORMÉS

DE NOS ACTUALITÉS ET DE NOS
ACTIVITÉS!



www.laiciteliege.be



Wallonie



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES



Province
de Liège Liège

www.laiciteliege.be · info@calliege.be